

papeteries une fois qu'il a quitté l'usine de pâte et papier, et le ministère n'achète même pas ce produit de base pour satisfaire les besoins du gouvernement.

Je suis très surpris de voir le député de Renfrew-Nord consentir à la fermeture de l'usine. Quand elle fermera ses portes à l'expiration du contrat, dans deux ans d'ici—et elle le fera sans doute—elle sera probablement intégrée dans l'entreprise globale de la Bartaco et de ses commettants, et il ne sera plus nécessaire de produire ces pièces moulées. Les bénéfices seront affectés à toute l'exploitation fusionnée, et l'on ne pensera guère à ceux qui seront mis à pied à Renfrew-Nord.

Je trouve que le député manque beaucoup de clairvoyance et qu'il se contente de profiter de l'occasion immédiate. Je lui recommanderais de repenser son attitude et de s'intéresser davantage à la création, avec l'aide du gouvernement, d'un certain nombre d'usines dans la région. Je connais très bien les difficultés de plusieurs de ces usines et je sais que seuls les salaires peu élevés payés aux gens de la région ont permis à bien des établissements de Renfrew de poursuivre leurs affaires dans des villes comme Arnprior, Pembroke et les localités avoisinantes. N'était le fait que les salaires de ces gens sont de 40c. ou 50c. inférieurs au niveau provincial, ces usines ne pourraient pas continuer à fonctionner. Je prétends que ce qui correspond effectivement au subventionnement de ces usines par les travailleurs n'est pas la façon appropriée de poursuivre leur exploitation.

Je voudrais, comme peut-être d'autres députés, déférer la question à un comité de la Chambre. Je ne réprovoque pas la politique du ministre à cet égard, mais le gouvernement ne devrait pas, me semble-t-il, s'intéresser à des questions de ce genre. Je n'ai pas eu l'occasion de vérifier pourquoi cette usine a été établie, il y a 40 ans, mais je suppose qu'elle a fonctionné durant un certain nombre d'années sous la direction du ministère de la Production de défense pour fabriquer certains produits déterminés. Je connais jusqu'à un certain point les difficultés que pose la production aéronautique à la Sperry, d'Ottawa, et à d'autres usines de la région qui sont aux prises avec des difficultés analogues. Je sais que ces sociétés recevaient certaines subventions et qu'elles continuent à en recevoir depuis qu'elles ont cessé de se consacrer, en majeure partie, à la construction aéronautique. Je suis aussi au courant des opérations de la société de Havilland et je sais que c'est

en vue de la construction de l'Avro-Arrow que l'usine de Toronto a été montée. Lorsque ce programme a été abandonné, non seulement nous avons perdu une entreprise, mais la possibilité de développer une industrie aéronautique. A mon avis, nous avions suffisamment d'ingénieurs au Canada. J'ai vu cet avion à l'œuvre car j'ai fait partie, pendant plusieurs années, d'une escadrille de transport de l'aviation. Nous avions des modèles d'avions qui étaient pilotés par l'USAF et par la RAF, et j'ai eu l'occasion d'inspecter ces avions au-dedans comme au-dehors. A mon avis, aucun autre avion de cette époque ne surclassait l'Avro-Arrow. Nous avons attiré ici, au Canada, les meilleurs spécialistes britanniques et nous avons réussi à les encourager à jeter les bases d'une industrie aéronautique, qui aurait mis le Canada à l'avant-plan.

Comme nous connaissons tous l'histoire de l'Avro-Arrow, qui renferme une part de vérité et une part d'erreur, il ne sert à rien d'y revenir. Chose certaine, nous avons perdu une industrie et un potentiel aéronautique.

Il en est de même de l'industrie de la construction navale. Fait intéressant à noter...

M. le vice-président adjoint: A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est écoulé.

M. Mather: Monsieur le président, l'étude des crédits de ce ministère nous fournit l'occasion de commenter la dépense de sommes très considérables. L'importance de ces sommes a été soulignée à bon escient dans le premier éditorial du *Globe and Mail* de ce matin. On y signale que les quatre nouveaux destroyers, encore à l'état d'épures, coûteront environ 200 millions de dollars au ministère, ce qui, selon le journal, est à peu près 50 millions de plus que ce que le ministre des Finances compte percevoir, grâce à sa récente surtaxe visant l'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés. Cette somme est loin d'être négligeable, surtout à un moment où le même gouvernement qui veut la dépenser exhorte les Canadiens à freiner leurs propres dépenses. Peut-on imaginer la réaction des ouvriers, des pensionnés et aussi des commerçants canadiens lorsqu'ils apprennent que le gouvernement qui leur prêche la modération se propose de consacrer quelque 200 millions de dollars à des navires de guerre d'un avenir douteux?